

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 8 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYTTOM 19 - Corrèze énergies valorisation UIOM BRIVE

SYTTOM 19 Unité de Valorisation Energéti
Chadelbos
19600 Saint-Pantaléon-De-Larche

Références : 2025-10-08 UiD192025-0101r georisques
Code AIOT : 0006000427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement SYTTOM 19 - Corrèze énergies valorisation UIOM BRIVE implanté Chadelbos 19600 Saint-Pantaléon-de-Larche. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYTTOM 19 - Corrèze énergies valorisation UIOM BRIVE
- Chadelbos 19600 Saint-Pantaléon-de-Larche
- Code AIOT : 0006000427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syttom19 exploite un incinérateur de déchets non-dangereux sur la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (19). Cet établissement exploite une canalisation de vapeur soumise à l'arrêté ministériel du 08 août 2013 et alimentant une autre ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques - contournement des systèmes de filtration	Arrêté Ministériel du 06/09/2002, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
3	Prévention contamination des sols et des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains constats nécessitent des actions correctives ou des justificatifs complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques - contournement des systèmes de filtration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/09/2002, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. L'installation doit être implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Un plan détaillé reprenant les adaptations réalisées lors des études de détail ou de la mise en service doit être tenu à jour.
Constats : Afin de parfaitement circonscrire la thématique du contournement des équipements de filtration des rejets atmosphériques, l'exploitant doit transmettre, sous trois mois, les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - un plan du réseau d'évacuation et de filtration des rejets atmosphériques ou apparaissent clairement les éventuels contournements des systèmes de filtration (filtre à manches, catalyseur, etc.) ainsi que les équipements associés (vannes d'isolement, etc.) ; - le cas échéant, la procédure d'exploitation ou les extraits de cette dernière encadrant l'ouverture et la fermeture des vannes de contournement ; - le cas échéant, la description du principe de commande des deux vannes (type d'actionneur, position normale de sécurité en cas de perte d'utilité, présence ou non de capteur de fin de course, etc.) ; - le cas échéant, la description de la conséquence de l'ouverture inopinée d'une des deux vannes sur le fonctionnement du four et sur la qualité des rejets atmosphériques émis à l'atmosphère ; - le cas échéant, la justification que lors de l'utilisation du contournement, en particulier lors des phases de démarrage des fours, les analyseurs de polluants sont bien fonctionnels et permettent de surveiller les polluants rejetés au milieu ; - le cas échéant, le nombre d'occurrence d'utilisation du contournement pour les années 2023, 2024 et 2025 et pour chaque occurrence, le nombre d'heures associé ainsi que le régime de fonctionnement du four.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2025
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.
Constats : L'exploitant a effectivement mis à jour son programme de surveillance des rejets aqueux en prenant en compte l'ensemble des paramètres mentionnés à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Toutefois, les mesures réalisées au cours de l'année 2025 montrent des dépassements de certaines valeurs limites d'émission. C'est notamment le cas pour : <ul style="list-style-type: none">- les matières en suspensions respectivement mesurées en janvier, février, mars et juin à 62 mg/L, 58 mg/L, 77 mg/L et 107 mg/L pour une VLE fixée à 30 mg/L ;- les nitrites respectivement mesurés en février, mars et avril à 7 mg/L, 28 mg/L et 1 mg/L pour une VLE fixée à 1mg/L- les chlorures respectivement mesurés en janvier, février, mars, avril et mai à 1080 mg/L, 2420 mg/L, 1670 mg/L, 1320 mg/L et 634 mg/L pour une VLE fixée à 500 mg/L.- l'aluminium respectivement mesurée en janvier, février, mars et juin à 16000 µg/L, 11000 µg/L, 8200 µg/L et 18000 µg/L pour une VLE fixée à 5000 µg/L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place, sous deux mois, les actions techniques et organisationnelles nécessaires au respect de l'ensemble des valeurs limites d'émission associées aux rejets aqueux qu'il effectue, notamment les matières en suspension, les chlorure, les nitrites et l'aluminium.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prévention contamination des sols et des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2025
Prescription contrôlée : En fonction des risques de contamination du sol ou de l'eau que présentent les déchets, la surface des zones de réception, de manutention et de stockage des déchets est rendue imperméable aux liquides concernés et dotée d'une infrastructure de drainage adéquate. Pour les unités nouvelles, ainsi que pour les unités existantes lorsque le site est équipé de piézomètres amont-aval, le site dispose d'un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines établi à fréquence biennale. Dans le cas contraire, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale.
Constats : Les mesures réalisées par l'exploitant au sein des piézomètres au cours de l'année 2025 confirment des taux importants de chlorures au sein du piézomètre 3 (respectivement mesurés à 319 mg/L et 1080 mg/L au cours des premier et deuxième semestres et, dans une moindre mesure, au sein du piézomètre 2 (469 mg/L au cours du second semestre). L'une des pistes avancées par l'exploitant est la lixiviation des mâchefers entreposés à l'extérieur de l'incinérateur, à proximité directe du piézomètre 3. Lors de la visite de terrain il a effectivement été constaté des défauts d'étanchéité de la voirie. De plus, les travaux en cours dans le cadre du renouvellement de l'incinérateur affectent ce stockage temporaire et pourrait conduire à dégrader encore la situation. Aucune preuve n'a par ailleurs été apportée par l'exploitant sur l'impact potentiel d'une inétanchéité de la fosse de stockage des déchets sur la qualité des eaux souterraines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit déterminer et traiter, sous 2 mois, les causes des anomalies en chlorures révélées par les campagnes semestrielles de surveillance des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois